

11 mars 2011 Référence du dossier: 2011-01-28/99 / has

Maintien des exportations suisses de bétail (Initiative parlementaire 09.510 n)

Rapport rendant compte des résultats de la consultation relative à un avant-projet de révision de la loi sur l'agriculture

Office fédéral de l'agriculture

sur mandat de la

Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N)

1 Contexte

Suite au dépôt, le 11 décembre 2009, de l'initiative visée en titre par le conseiller national Elmar Bigger, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a approuvé, le 17 janvier 2011, un avant-projet de révision de la loi sur l'agriculture. Une consultation des milieux concernés a été menée à ce sujet du 20 janvier au 4 mars 2011.

Le projet de loi prévoit de réintroduire les aides à l'exportation d'animaux d'élevage suisse. La base légale pour de telles aides a été abrogée fin 2009 dans le cadre de la politique agricole 2011.

Modification proposée de la loi sur l'agriculture:

Art. 53 Exportation d'animaux d'élevage

La Confédération peut verser des contributions pour promouvoir l'exportation d'animaux d'élevage des espèces bovine, équine, ovine et caprine.

2 Récapitulatif des avis exprimés

	Invités	Prises de position reçues
Cantons Conférénce des gouvernement cantonaux	27	AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG TI, UR, VD, VS, ZH (24)
Partis politiques	13	PCS, PDC, PLR.Les Libéraux-Radicaux, PS, UDC (5)
Associations faîtières des commu- nes, des villes et des régions de montagne	3	Groupement suisse pour les régions de montagne (1)
Associations faîtières de l'économie	8	Union patronale suisse, economiesuisse (2)
Milieux concernés	18	Communauté de travail des éleveurs bovins suisses, Bündner Bauernverband, GraubündenVIEH AG, Vache mère suisse, Prométerre, Fédération suisse d'élevage de la race brune, Union Professionnelle Suisse de la Viande, Producteurs Suisses de Lait, Producteurs Suisses de Bétail Bovin, Protection Suisse des Animaux, Union Suisse des Paysans, Fédération suisse d'élevage du cheval de la race des Franches-Montagnes, Fédération suisse d'élevage ovin, Syndicat suisse des marchands de bétail, Fédération suisse d'élevage caprin, Fondation pour la protection des consommateurs, swissherdbook, VIANCO AG (18)

3 Evaluation des avis exprimés

36 participants à la consultation ont approuvé le projet, 12 l'ont rejeté et 2 ont renoncé à prendre position.

3.1 Approuvent le projet mis en consultation

Cantons: AI, AR, FR, GL, GR, NE, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD et VS (16).

Partis: PCS, PDC et UDC (3).

Milieux concernés: Communauté de travail des éleveurs bovins suisses, Bündner Bauernverband, GraubündenVIEH AG, Vache mère suisse, Prométerre, Fédération suisse d'élevage de la race brune, Union Professionnelle Suisse de la Viande, Producteurs Suisses de Lait, Producteurs Suisses de Bétail Bovin, Groupement suisse pour les régions de montagne, Union Suisse des Paysans, Fédération suisse d'élevage du cheval de la race des Franches-Montagnes, Fédération suisse d'élevage ovin, Syndicat suisse des marchands de bétail, Fédération suisse d'élevage caprin, swissherdbook et VIANCO (17).

- Toutes les organisations qui soutiennent le projet sont favorables à une réintroduction rapide des aides à l'exportation en automne 2011.
- Une large majorité des organisations approuvent le financement des aides à l'exportation au moyen d'une réallocation des paiements directs (contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers). VD demande que les aides à l'exportation soient financées avec les recettes provenant de la mise aux enchères des contingents d'importation de viande. Pour alléger le marché du lait, VS demande que 10 francs par unité de gros bétail consommant des fourrages grossiers (vaches laitières et génisses portantes) soient réaffectés aux aides à l'exportation en 2012 et 2013. TI propose la réallocation des contributions à la surface et des contributions pour animaux consommant des fourrages grossiers provenant de grosses exploitations (plus de 55 unités de gros bétail consommant des fourrages grossiers et plus de 40 ha), compte tenu de la situation économique difficile de l'agriculture. Les producteurs suisses de lait et GraubündenVIEH AG apprécieraient que la Confédération mette à disposition des moyens financiers supplémentaires pour les aides à l'exportation. L'Union Professionnelle Suisse de la Viande demande le financement des aides à l'exportation par le biais de moyens destinés à la promotion des ventes, sous condition d'une participation financière à hauteur de 50 % des milieux concernés.
- La Fédération suisse d'élevage du cheval de la race des Franches-Montagnes demande des aides à l'exportation par équidé aussi importantes qu'en 2009 et non, comme proposé, équivalentes à 60 % de l'aide antérieure. TI doute, lui aussi, qu'une réduction à 60 % soit appropriée compte tenu de la situation en matière de prix et des conditions de change. Pour l'Union suisse des paysans, Swissherdbook, les Producteurs suisses de bétail bovin, la Fédération suisse d'élevage ovin et la Communauté de travail des éleveurs bovins suisses, il est important que les aides à l'exportation soient fixées avec soin afin qu'elles ne dépassent pas les différences effectives de prix sur le marché.
- AI, AR et le Groupement suisse pour les régions de montagne proposent de compléter le texte de loi de manière à ce que les contributions soient fixées en fonction des conditions du marché prévalant dans les pays destinataires et compte tenu des engagements internationaux.
- NW, OW et SZ approuvent le projet, mais sont d'avis que les aides à l'exportation sont peu efficaces à long terme, à moins qu'une réglementation semblable soit instaurée au plan international.
 Selon eux, une stratégie qualité est plus efficace.

3.2 Désapprouvent le projet mis en consultation

Cantons: AG, BE, BL, BS, GE, LU, SH et ZH (8).

Partis: PLR.Les Libéraux-Radicaux et PS (2).

Milieux concernés: economiesuisse et Protection Suisse des animaux (2).

Le rejet du projet est en grande partie justifié par le fait que les aides à l'exportation entraînent une distorsion du marché et que l'agriculture indigène peut être soutenue de manière plus efficace et plus efficiente par des paiements directs. AG, BL, BS et GE ainsi que PLR.Les Libéraux-Radicaux invoquent en outre le fait que le projet va diamétralement à l'encontre des négociations internationales en cours. BS souligne que la réintroduction d'un instrument d'aide à l'exportation en faveur de la production animale risque d'inciter d'autres secteurs à déposer la même demande. La Protection Suisse des Animaux, AG, LU et ZH estiment que seul un petit nombre de marchands de bétail et d'agriculteurs profiteraient de ces aides à l'exportation. BE doute que la mesure soit appropriée pour remédier au recul des prix du bétail d'élevage et de rente du pays. Pour BL, l'exportation doit être davantage soutenue par le biais de la stratégie qualité.

3.3 Renoncent à prendre position

Fondation pour la protection des consommateurs et Union patronale suisse (2).

4 Résumé des résultats

16 cantons (AI, AR, FR, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SG, SO, TG, TI, UR, VD et VS), 3 partis (PDC, PCS, UDC) et 17 organisations et associations approuvent la réintroduction des aides à l'exportation pour le bétail d'élevage à l'automne 2011 ainsi que, sur le principe, le type de financement prévu pour le montant de 4 millions de francs par année. D'autres solutions sont parfois proposées concernant le financement: recettes provenant de la mise en adjudication des contingents d'importation de viande, moyens financiers fédéraux supplémentaires, fonds provenant de la promotion des ventes au sens de l'art. 12 LAgr et réallocation d'autres paiements directs. Les partisans du projet soulignent que ce soutien pourrait renforcer la rentabilité de la production de bétail, surtout dans la région de montagne et des collines. En outre, des aides à l'exportation doivent de nouveau être introduites car aucune conclusion du cycle OMC de Doha dans le cadre de l'OMC n'est en vue pour le moment et l'UE encourage encore financièrement ses exportations de bétail vers les pays tiers (dont la Suisse). Les aides à l'exportation pourraient rétablir la compétitivité sur les marchés étrangers, ce qui aurait des effets positifs sur les relations commerciales. 8 cantons (AG, BE, BL, BS, GE, LU, SH et ZH), 2 partis (PLR.Les Libéraux-Radicaux et PS) et 2 organisations et associations rejettent le projet. Ils avancent l'argument selon lequel les aides à l'exportation entraînent une distorsion du marché et que l'agriculture indigène peut être soutenue de manière plus efficace et plus efficiente par des paiements directs. Par ailleurs, la politique agricole suisse doit être conséquente et crédible et il serait par conséquent peu judicieux de modifier le droit en vigueur, une année et demie après avoir supprimé les aides à l'exportation. La réintroduction d'un instrument d'aide à l'exportation en faveur de la production animale risque d'inciter d'autres secteurs à déposer le même type de demande.